

# UN MUSÉE DE L'IMMIGRATION POUR ENRICHIR LE RÉCIT NATIONAL

Entretien avec **Benjamin Stora**  
Propos recueillis par **Lisa Pignot** et **Jean-Pierre Saez**

**Le Musée national de l'histoire de l'immigration qui rassemble, sauvegarde, met en valeur et rend accessibles les éléments relatifs à l'histoire de l'immigration en France s'est lancé un double défi : le premier est de faire admettre comme patrimoine commun l'histoire de l'immigration ; le second est de mettre au cœur de son projet le public et les habitants, et ce, en menant une politique active de développement culturel mais aussi en inventant une muséologie participative qui privilégie le croisement des regards et des histoires individuelles pour nourrir un récit national commun. Entretien avec Benjamin Stora, président du Conseil d'orientation de l'Établissement public du Palais de la Porte Dorée.**

**L'Observatoire – La France est un pays d'immigration de longue date. L'immigration l'a constamment enrichie et constitue un véritable patrimoine commun dans la mesure où il peut être revendiqué au nom de la République. Cependant, cette idée a beaucoup de mal à progresser dans la société française, sans doute davantage aujourd'hui qu'il y a quelques années. Quels sont, selon vous, les freins spécifiques à notre pays qui nous empêchent de positiver cette histoire et donc de considérer l'immigration comme une richesse et un patrimoine ?**

**Benjamin Stora –** Vous avez raison de constater que cette idée d'une France plurielle a régressé dans les dernières années par rapport aux années 80 où avaient lieu de grandes manifestations contre le racisme qui rassemblaient des masses considérables de jeunes qui se mobilisaient pour cette France de l'égalité, de la convergence. Aujourd'hui, ce type de mobilisation n'existe quasiment plus dans l'espace public et cette conception de la Nation française est plus difficile à faire accepter. Pourquoi ? Il y a plusieurs explications possibles à ce recul. D'abord, en l'espace de trente ans, la France s'est installée

dans une crise économique et sociale profonde, avec 4 millions de chômeurs. Il en découle une pression qui s'exerce sur les étrangers qui viendraient se substituer aux Français dans le domaine de l'emploi. C'est la première grande raison sur laquelle il faut toujours insister car elle est souvent absente du débat théorique sur l'immigration. La deuxième grande interrogation porte sur l'histoire française, marquée par le jacobinisme qui se méfie de la multiplicité des origines et de l'appartenance au profit d'un creuset

unique et homogène. C'est un rapport à la Nation qui ne tient pas compte de l'apport des étrangers contrairement à ce qui a cours aux États-Unis par exemple. La France ne se vit pas comme une Nation de migrants mais comme une très vieille Nation, alors que des migrants européens et d'ailleurs sont venus en France tout au long du XX<sup>e</sup> siècle. Je vois, enfin, un troisième élément d'explication qui est le grand tournant de la mondialisation économique, de la circulation intense, entraînant un sentiment de perte de nos



Exposition *Vivre !!*, collection agnès b. au Musée national de l'histoire de l'immigration

Photo : Arnaud Robin © EPPD

# “Il est important de ne pas séparer l’histoire de l’immigration de l’histoire nationale mais au contraire de faire en sorte qu’existe une véritable confluence.”

repères traditionnels, tant au niveau de la langue, de la culture que des mœurs. Il y a une sorte de « repli nationaliste » ou identitaire face à la pression de la mondialisation. Dans cette situation, on observe une montée des souverainismes politiques qui prônent la fermeture à l’Autre et donc à l’étranger. La figure de l’étranger n’est plus enrichissante mais menaçante. Voilà au moins trois raisons majeures, même s’il y en a d’autres, qui expliquent la difficulté que l’on a à percevoir la nécessité d’une diversité.

**L’Observatoire – En quoi ce patrimoine de culture et de mémoire représenté par l’immigration peut-il nous aider à rentrer de manière mieux armée ou plus sereine dans le monde de demain ?**

**B. S.** – Tout au long du XX<sup>e</sup> siècle, la France a attiré des étrangers et s’est enrichie grâce à eux car beaucoup étaient des artistes ou des intellectuels. On peut citer de grands noms comme Picasso, Chagall, Modigliani, Kateb Yacine, Assia Djebar, etc. On pourrait même multiplier les exemples d’auteurs ou d’écrivains venus de l’étranger comme Milan Kundera qui ont joué un rôle dans l’enrichissement de la langue et de la culture. On pourrait aussi y ajouter des cinéastes comme Andrzej Zulawski, etc. La France est une grande patrie culturelle et c’est son enrichissement qu’il faut d’abord considérer. Ensuite, beaucoup de ces étrangers ont « construit » la France (les autoroutes, les gares, les bâtiments, etc.). Il ne faut donc pas être surpris que, vingt ou trente ans plus tard, on retrouve les enfants et petits-enfants de ces étrangers qui ont aidé à

la reconstruction de la France. Ils sont venus pour travailler, ils sont restés dans ce pays, ils ont donné leurs bras pour la France et il faut accepter que leurs enfants et petits-enfants puissent s’élever socialement dans la société française à la différence de leur père ou leur grand-père. Les trajectoires ne sont pas rectilignes heureusement ! Il y a un ascenseur social et culturel qui est très important. Enfin, troisième aspect, la France ne peut pas s’abstraire de l’Europe ou de la mondialisation. Elle se situe elle aussi dans un flux d’échanges sur le plan économique et culturel. Elle a des expatriés qui vivent à l’étranger et qui sont inscrits dans ce courant migratoire mondial. Voilà plusieurs raisons d’enrichissement possible.

**L’Observatoire – Quel rôle accordez-vous au Musée de l’histoire de l’immigration dans le travail de transformation des regards sur les immigrations en France ?**

**B. S.** – Le travail du Musée de l’histoire de l’immigration consiste d’abord à faire connaître les histoires singulières de chacune de ces immigrations, tant au niveau des aventures personnelles que collectives, à travers les engagements politiques qui ont traversé l’histoire française – le Front populaire, la Résistance, l’armée, l’école républicaine, etc. On a toute une série d’outils, d’instruments, qui ont favorisé une intégration et qui ont été investis par les étrangers qui sont devenus des Français. Le projet du Musée est de raconter cette histoire, à travers les aventures singulières et collectives de ces étrangers devenus Français, qui ont fait et aimé la France. Le deuxième objectif est de faire en sorte que tous ces récits d’aventures singulières convergent vers un récit républicain. Il est important de ne pas séparer l’histoire de l’immigration de l’histoire nationale mais au contraire de faire en sorte qu’existe une véritable confluence. Il faut enrichir le récit national et non pas soustraire. Le Musée doit participer de cet enrichissement du récit national français.

**L’Observatoire – Le Musée souhaite accorder une place prépondérante au public dans sa démarche. D’après vous, comment et à quelles conditions le public peut-il contribuer à cette entreprise de valorisation de l’histoire de l’immigration aux côtés des historiens pour nourrir le projet scientifique et culturel du Musée ?**



Photo : Arnaud Robin © EPPFD



Photo : Arnaud Robin © EPPPD

Galerie des dons du Musée national de l'histoire de l'immigration.

**B. S.** – Tout d’abord, le Musée produit des expositions qui touchent un public qui n’est pas exclusivement étranger car il s’adresse à tous les Français. Le défi est de trouver un langage susceptible de toucher le plus grand nombre possible de personnes. C’est ce que nous avons fait, par exemple, avec l’exposition *Fashion Mix* ou avec l’exposition *Vivre !!* d’Agnès b. Ce musée doit s’assurer à la fois du conseil scientifique des historiens reconnus sur l’histoire de l’immigration et l’histoire de la France. Des spécialistes de l’histoire de l’immigration siègent ou animent le conseil scientifique, mais aussi des citoyens de l’histoire française ou européenne. Il y a donc un investissement intellectuel à ce niveau-là. Par ailleurs, le Musée a développé un important partenariat avec l’Éducation

nationale qui permet que, chaque année, plusieurs milliers d’enfants du secondaire visitent le Musée avec des enseignants et l’équipe des médiateurs du Musée.

**L’Observatoire – Vous avez mis en place également un dispositif qui s’appelle la « galerie des dons » où le public est considéré comme un véritable contributeur...**

**B. S.** – Il est effectivement nécessaire qu’existe une interactivité entre le public et le Musée. Il s’agit de faire en sorte que les personnes qui ont participé à cette histoire de l’immigration soient aussi des acteurs de cette histoire, qu’ils puissent y participer et qu’ils ne soient pas simplement des gens qui viennent la contempler de l’extérieur ou de manière

passive. C’est tout l’intérêt de la « galerie des dons » qui donne à voir les parcours individuels de telle ou telle personne originaire d’Espagne, d’Italie, d’Algérie, de Russie venue en France et qui permet aussi que ces personnes apportent des objets qui ont compté pour elles (que ce soit des objets de leur pays de départ ou de leur pays d’arrivée, la France). Chacun de ces dons fait l’objet d’une description biographique et retrace un parcours individuel.

**L’Observatoire – Du fait du travail de reconnaissance que le Musée entreprend et du fait aussi de sa démarche qui consiste à associer la société civile au projet, peut-on considérer que le Musée promeut à sa façon l’idée de droits culturels ?**

**B. S.** – Oui, le Musée contribue incontestablement à ce que l’on peut appeler les droits culturels du fait du travail de reconnaissance des mémoires individuelles et collectives des personnes et des populations issues de l’immigration. Ces éléments participent tant de notre récit national que de la construction de la société française.

*Entretien avec **Benjamin Stora**  
Historien, professeur des universités, inspecteur général  
de l’Éducation nationale. Président du Conseil d’orientation  
de l’Établissement public du Palais de la Porte Dorée*

*Propos recueillis par **Jean-Pierre Saez**  
Directeur de l’Observatoire des politiques culturelles*

*et  
**Lisa Pignot**  
Rédactrice en chef*